[Text]

NACS members receive funding mainly from two federal programs administered by the Department of Secretary of State. The Native Communications Program funds newspapers and community and HF radio. NCP also provides core funding for our organization, NACS. The Northern Native Broadcast Access Program funds 13 societies in the far north and mid-north to provide regional radio and television programming, using the benchmark figures of 20 hours per week of radio and 5 hours of television as goals.

In addition, a few provinces provide matching funds to groups within their boundaries. Training funds come from the Canadian Employment and Immigration Commission.

Aboriginal communications today. An evaluation of NNBAP and NCP, conducted for the Department of Secretary of State, in 1986 found that the communication societies have had considerable success in providing relevant communication services to their communities. The evaluation found strong indications that the products of the societies are having an impact on their audiences and encouraging young people, in particular, to maintain an interest in their traditional cultures and languages.

In 1985 the societies produced 4,831 original hours of regional radio and 365 original hours of television. Eleven groups published newspapers, and nearly 100 community radio stations received and broadcast programming from the societies.

These accomplishments have not been achieved without difficulties. Funding for the NCP has fallen behind the Consumer Price Index over the past 10 years, and NNBAP has been cut by 20% in one year. Training funds have also been cut by nearly half in a one-year period. And the chart up here is extracted from the DSOS evaluation, and we will show you how the Consumer Price Index has continued to rise while the funds have maintained a curving level which is far below the Consumer Price Index.

In addition, the societies have faced the task of creating organizational structures, given the problem imposed by the often remote regions in which they operate. Many societies are trying to provide services to communities which are hundreds and even thousands of miles apart. However, the evaluation found that the aboriginal communication societies operate efficiently, producing programming at a fraction of the per hour cost of other broadcasters.

To distribute their programming, most groups have to rely on arrangements with other carriers, including CBC, CANCOM, and TV Ontario. Sometimes access is difficult to arrange to everyone's satisfaction, and programs are given poor time slots or are subject to pre-emptions.

[Translation]

Les sociétés membres reçoivent essentiellement les crédits de deux programmes fédéraux du Secrétariat d'État. Le programme des communications sociales des autochtones finance les journaux, ainsi que les radios communautaires et les émissions sur bandes de hautes fréquences. Grâce à ce programme notre société nationale reçoit également un financement de base. Il y a ensuite le programme d'accès des autochtones du Nord à la radiotélédiffusion, grâce auquel treize sociétés du Grand Nord et des régions moyennes obtiennent des fonds leur permettant d'assurer une programmation radio et télédiffusée régionale, avec un objectif de vingt heures d'émissions par semaine, et cinq heures pour la télévision.

A cela viennent s'ajouter certains fonds de contrepartie que distribuent certaines provinces aux sociétés installées sur leur territoire. Les crédits de formation sont versés par la commission canadienne de l'Emploi et de l'Immigration.

Parlons maintenant des communications autochtones aujourd'hui. Une évaluation des deux programmes que je viens de citer a permis au Secrétariat d'État, en 1986, de constater que ces sociétés de communications ont un succès énorme dans les collectivités qu'elles desservent. Cette évaluation a également permis de constater que les émissions et produits des sociétés ont une influence réelle sur leur auditoire, et qu'elles incitent notamment les jeunes générations à ne pas perdre le contact avec leurs traditions culturelles et linguistiques.

En 1985 ces sociétés ont produit 4,831 heures d'émission régionale radiodiffusée, et 365 heures d'émission télévisée. Onze de ces sociétés publiaient un journal, et près de 100 stations radiophoniques communautaires recevaient et rediffusaient les émissions de ces sociétés.

Cela n'est pas allé sans mal. Les crédits du programme des communications sociales des autochtones n'ont pas suivi, au cours des dix dernières années, l'évolution de l'indice des prix à la consommation, et le programme d'accès a vu, sur une année, son budget être réduit de 20 p. 100. Les crédits de formation ont également été réduits de près de moitié en l'espace d'une année. Le tableau que je vous présente ici est emprunté à cette évaluation faite pour le ministère du Secrétariat d'État, et vous allez voir que l'évolution des crédits suit une courbe qui reste bien au-dessous de l'indice des prix à la consommation.

N'oublions pas que nos sociétés membres ont été amenées à créer des structures organisationnelles qui soient adaptées à l'isolement des régions desservies. Il est fréquent que ces sociétés veuillent offrir un service à des localités qui sont parfois éloignées les unes des autres de plusieurs centaines ou même de plusieurs milliers de kilomètres. En dépit de ces conditions difficiles, l'évaluation a permis de constater que ces sociétés de communications fonctionnent de façon efficace, et que leurs coûts horaires de production des émissions est bien inférieur à celui des autres radio et télédiffuseurs.

Pour la diffusion des émissions, la plupart des sociétés sont obligées de s'entendre avec CBC, CANCOM, TV Ontario etc. Il est parfois difficile de parvenir à une entente satisfaisante, et la diffusion de nos émissions est reléguée à des heures d'écoute peu propices on annulée au profit d'autres émissions.